

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur :

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
(CNAM)**

Marché AC.2024.1961

Objet du marché :

**Conseil et assistance pour l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de communication
promotionnelle et relationnelle de l'Assurance Maladie**

Date et heure limites de remise des candidatures : 22/11/2024 à midi

SOMMAIRE

ARTICLE.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE.2. OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE.3. CONDITIONS DU MARCHÉ.....	3
3.1. ETENDUE DU MARCHÉ.....	3
3.2. FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
3.3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	3
3.4. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	4
3.5. LOTS.....	4
3.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
3.7. VARIANTES	4
3.8. UNITE MONETAIRE	4
3.9. ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE	4
3.10. IDENTIFICATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES	4
3.11. INDEMNISATION DU CANDIDAT	5
3.12. LIENS DES TITULAIRES (ET LEURS SOUS-TRAITANTS) AVEC LA RUSSIE	5
ARTICLE.4. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ.....	5
4.1. FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE.....	5
4.2. SOUS-TRAITANCE	5
4.3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	5
4.4. LANGUES POUVANT ETRE UTILISEES DANS LA CANDIDATURE ET L'OFFRE	6
ARTICLE.5. PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	6
ARTICLE.6. JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	8
ARTICLE.7. DEROULEMENT DU DIALOGUE COMPETITIF.....	9
7.1. ETAPE 1 : QUESTIONNEMENTS	10
7.2. ETAPE 2 : REMISE D'UNE 1 ^{ERE} PROPOSITION PAR LES AGENCES ET REUNION DE DIALOGUE	10
7.3. ETAPE 3 : 2 ^E REUNION DE DIALOGUE COMPETITIF (FACULTATIVE).....	10
7.4. ETAPE 4 : REMISE DES OFFRES FINALES	11
7.5. PLANNING PREVISIONNEL	13
ARTICLE.8. JUGEMENT DES OFFRES FINALES	13
ARTICLE.9. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....	14
9.1. TRANSMISSION ELECTRONIQUE	14
9.2. HORODATAGE	15
9.3. CONTROLE DE VIRUS	16
9.4. COPIE DE SAUVEGARDE	16
9.5. RECOMMANDATIONS SUR LE FORMAT DE TRANSMISSION	17
9.6. SIGNATURE ELECTRONIQUE	17
9.7. FORMATS DE SIGNATURE	18
ARTICLE.10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES/QUESTIONS	19
ARTICLE.11. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	19

ARTICLE.1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir adjudicateur :

Caisse nationale de l'Assurance Maladie (Cnam)
50 avenue du Professeur André Lemierre
75986 PARIS cedex 20

ARTICLE.2. OBJET DU MARCHÉ

Conseil et assistance pour l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de communication promotionnelle et relationnelle de l'Assurance Maladie.

Codes CPV de la consultation :

- 79341000-6 : services de publicité ;
- 79341100-7 : services de conseils en publicité ;
- 79341400-0 : services de campagne publicitaire.

ARTICLE.3. CONDITIONS DU MARCHÉ

3.1. ETENDUE DU MARCHÉ

La consultation est passée selon une procédure de dialogue compétitif en application des articles L2124-4, R2124-3 et R2161-24 à R2161-31 du code de la commande publique.

Dans un premier temps, les sociétés intéressées par la consultation doivent uniquement présenter un **dossier de candidature** dans les conditions prévues à l'article 5 du présent règlement.

Dans un second temps, si leur candidature est retenue, **une lettre de consultation leur sera adressée** afin de leur demander de poursuivre la procédure et leur préciser les étapes suivantes.

3.2. FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est pour partie forfaitaire et pour partie exécuté via des bons de commande et des marchés subséquents.

La partie à bons de commandes et à marchés subséquents est régie par les règles de l'accord-cadre en application du Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, parus au Journal officiel du 5 décembre 2018. L'accord-cadre est conclu avec un seul opérateur.

Les bons de commande et les marchés subséquents pourront être émis jusqu'au terme du marché, sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder six mois suivant la date d'expiration du marché.

3.3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le marché sera conclu pour une durée maximale de quatre (4) ans, à compter de sa date de notification avec :

- une période initiale de deux (2) ans ;

- deux périodes successives d'un (1) an, sur reconduction tacite.

3.4. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Le montant maximum du marché (partie forfaitaire + partie à bons de commande et à marchés subséquents) est fixé à 25 512 500 € TTC sur 4 ans, durée maximale du marché.

3.5. LOTS

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

3.6. DELAÏ DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres définitives.

Les soumissionnaires seront informés par écrit du résultat de la procédure.

3.7. VARIANTES

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des variantes.

3.8. UNITE MONETAIRE

Les offres financières doivent obligatoirement être libellées en euros.

3.9. ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

La Cnam n'exige pas la signature des offres : **celles-ci peuvent donc être déposées sans signature.**

Le marché sera signé par l'attributaire du marché retenu par la Cnam : il sera demandé à ce dernier de rematérialiser son offre et d'apposer sa signature sur l'acte d'engagement, à l'issue de la procédure de dialogue compétitif.

Néanmoins, la remise d'une offre par l'opérateur économique exprime la volonté de son auteur d'être lié en cas d'acceptation de son offre. Cette dernière ne peut être rétractée pendant toute la durée de validité des offres telle qu'indiquée à l'article 3.3 du Règlement de consultation, ce que l'opérateur économique reconnaît avoir accepté par la seule remise d'une offre.

L'opérateur économique s'engage, sous réserve de son acceptation par le pouvoir adjudicateur dans le délai de validité des offres, à signer l'acte d'engagement dans un délai qui sera fixé par la Cnam dans le cadre du courrier d'attribution. Le non-respect de ce délai emportera, de plein droit et sans autre formalité, renonciation implicite de l'opérateur économique à son engagement et, par suite, rétractation de son offre.

Au cas où l'opérateur économique viendrait à rétracter son offre, il engage sa responsabilité extracontractuelle à l'égard du pouvoir adjudicateur, lequel se réserve, en conséquence, la faculté d'exercer tous droits et actions qu'il jugera utiles pour obtenir réparation du préjudice subi.

3.10. IDENTIFICATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES

Vous avez téléchargé ce dossier de consultation depuis www.marches-publics.gouv.fr

L'identification des opérateurs économiques n'est pas obligatoire pour télécharger le dossier de consultation des entreprises. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (Annexe 6 du code de la commande publique), les opérateurs économiques peuvent indiquer à l'acheteur le nom de la personne physique chargée du téléchargement et une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

Votre attention est attirée sur le fait que si vous ne vous identifiez pas, vous ne pourrez pas être

alertés des éventuelles modifications apportées au dossier de consultation et autres questions/réponses relatives à la procédure.

Veillez à vérifier que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables » (notamment, nepasrépondre@marches-publics.gouv.fr).

3.11. INDEMNISATION DU CANDIDAT

Dans le cadre de la présente procédure de dialogue, la Cnam s'engage à verser une prime à tous les candidats retenus pour participer au dialogue et ayant remis **une offre finale**, quel que soit leur classement à l'issue du jugement des offres. Le montant de cette indemnité est fixé à 6 000 € TTC. Elle sera acquittée par la Cnam sur présentation d'une facture au nom du candidat.

3.12. LIENS DES TITULAIRES (ET LEURS SOUS-TRAITANTS) AVEC LA RUSSIE

Il est par ailleurs rappelé que la présente consultation entre dans le champ d'application du règlement (UE) n° 2022/576 du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, qui interdit d'attribuer un contrat de la commande publique :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et de ce manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

ARTICLE.4. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

4.1. FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

4.2. SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

4.3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Il est fait application des articles L2191-1 à L2191-14, R2112-5 à R2112-16, et R2191-1 à R2191-37 du Code de la commande publique, relatifs au régime financier des marchés publics. Les modalités de règlement sont énoncées dans le CCAP.

Le paiement s'effectue par virement bancaire dans un délai de trente jours à compter de la réception de la facture.

4.4. LANGUES POUVANT ETRE UTILISEES DANS LA CANDIDATURE ET L'OFFRE

En application des articles R2143-16 et R2151-12 du Code de la commande publique, les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ou accompagnées d'une traduction en français.

ARTICLE.5. PRESENTATION DES CANDIDATURES

Les candidats doivent fournir un dossier comprenant les pièces justificatives suivantes :

- 1) La Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants** (imprimé DC1, ou équivalent) ;
- 2) La Déclaration du candidat individuel** ou du membre du groupement (imprimé DC2, ou équivalent) ;

Ces imprimés peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

NB : A ces deux formulaires (DC 1 et DC 2), le candidat peut substituer le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Le e-Dume est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat. Il permet de :

- *Bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,*
- *D'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),*
- *D'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.*
- *Récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.*
- *Sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.*

Le candidat peut notamment créer son e-Dume via le portail web disponible sur Chorus Pro ou encore sur le site de l'Union européenne à l'adresse
<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- 3) la copie des jugements** dans l'hypothèse où le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ;
- 4) La grille de candidature, à télécharger sur le site** www.marches-publics.gouv.fr , **obligatoirement complétée** sur les points suivants :

➤ **Capacités financières :**

Chiffres d'affaires annuels relatifs aux prestations objet du marché sur les trois derniers exercices disponibles.

Niveau spécifique minimal exigé : Chiffres d'affaires annuels de la société ou du groupement relatifs aux prestations objet du marché de chacun des trois derniers exercices disponibles supérieurs ou égaux à 10,5 millions euro(s) HT.

Si le candidat est dans l'impossibilité de produire ces éléments, il peut prouver sa capacité financière par tout autre document jugé équivalent permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier les garanties financières de l'entreprise pour l'exécution du marché (déclaration appropriée de banque...).

➤ **Capacités professionnelles :**

Références récentes de la société datant de moins de 3 ans (précisant le nom du client, le dispositif proposé et les actions réalisées ainsi que le budget) ou tout autre document démontrant la capacité professionnelle du candidat, pour l'accompagnement de grandes entreprises ou d'institutions, en matière de :

- Elaboration et mise en œuvre de campagnes publicitaires multicanales (média, hors média, relations presse, communication interne) et multi-cibles dans les champs de l'intérêt général et/ou de la santé et/ou du service aux publics ;
- Elaboration et mise en œuvre de dispositifs hors média en direction du grand public (dispositifs relationnels, outils de proximité/terrain ou pour des partenaires, kits de communication) ;
- Elaboration et mise en œuvre de dispositifs événementiels de grande envergure en direction du grand public ;
- Elaboration et mise en œuvre de stratégies de communication en direction des professionnels de santé intégrant des supports de la relation-client en face à face (remis de visite BtoB / BtoBtoC, ADV, réponses à objections, etc.) ;
- Elaboration et mise en œuvre de stratégies de communication en direction des professionnels de santé intégrant des supports de la relation-client dématérialisée (applications mobile d'aide à la décision / aide à la prescription, e-ADV, e-learning, tutoriels, campagnes digitales, etc.) ;
- Conseil et assistance opérationnelle en relations presse à forte dominante grand public, pour la vulgarisation de sujets techniques ou complexes dans le domaine de la santé et/ou du droit et/ou des services.

➤ **Capacités techniques :**

Effectifs moyens annuels des 3 derniers exercices disponibles.

Niveau minimal exigé : Effectif moyen annuel supérieur ou égal à 60 personnes sur le dernier exercice disponible.

Conformément aux articles R2143-13 et 14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que la Cnam peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système / espace et que l'accès à celui-ci soit gratuit.

NOTA :

- En cas de candidature avec un ou plusieurs sous-traitant, un courrier indiquera les modalités de la sous-traitance. Si le candidat souhaite que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, il produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés du candidat.
En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit du ou des sous -traitants.
- En cas de candidature en groupement, l'ensemble des documents demandés devra être produit par chacun des co-traitants. Un courrier indiquera précisément la nature du groupement (conjoint ou solidaire) et la désignation du mandataire. Il est possible à cet effet de fournir un imprimé DC1. Il est précisé qu'un candidat ne pourra pas se présenter à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni en qualité de membres de plusieurs groupements.
- Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens existants entre eux, il doit produire pour chacun de ces opérateurs les mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières et produire un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

ARTICLE.6. JUGEMENT DES CANDIDATURES

Le candidat devra produire les éléments demandés à l'article 5 du présent règlement de la consultation. Il est précisé que la Cnam sélectionnera au minimum 3 candidats et au maximum 5 candidats pour participer au dialogue et remettre une offre.

Les candidatures seront examinées au regard des critères visés ci-dessous :

1. **Capacités professionnelles notées sur 20 points**, appréciées notamment sur la base des références récentes de la société datant de moins de 3 ans (précisant le nom du client, le dispositif proposé et les actions réalisées ainsi que le budget) ou de tout autre élément/document datant de moins de 3 ans démontrant la capacité professionnelle du candidat, pour l'accompagnement de grandes entreprises ou d'institutions, en matière de :
 - Elaboration et mise en œuvre de campagnes publicitaires multicanales (média, hors média, relations presse, communication interne) et multi-cibles dans les champs de l'intérêt général et/ou de la santé et/ou du service aux publics ; (30%)
 - Elaboration et mise en œuvre de dispositifs hors média en direction du grand public (dispositifs relationnels, outils de proximité/terrain ou pour des partenaires, kits de communication) ; (20%)
 - Elaboration et mise en œuvre de dispositifs événementiels de grande envergure en direction du grand public ; (15%)
 - Elaboration et mise en œuvre de stratégies de communication en direction des professionnels de santé intégrant des supports de la relation-client en face à face (remis de visite BtoB / BtoBtoC, ADV, réponses à objections, etc.) ; (7,5%)
 - Elaboration et mise en œuvre de stratégies de communication en direction des professionnels de santé intégrant des supports de la relation-client

dématérialisée (applications mobile d'aide à la décision / aide à la prescription, e-ADV, e-learning, tutoriels, campagnes digitales, etc.) ; (7,5%)

- Conseil et assistance opérationnelle en relations presse à forte dominante grand public, pour la vulgarisation de sujets techniques ou complexes dans le domaine de la santé et/ou du droit et/ou des services. (20%)

2. Capacités techniques notées sur 10 points, appréciés notamment sur la base des effectifs moyens annuels sur les 3 derniers exercices disponibles.

3. Capacités financières notées sur 5 points, appréciées notamment sur la base des chiffres d'affaires annuels relatifs aux prestations objet du marché sur les trois derniers exercices disponibles.

Une lettre de consultation sera ensuite adressée aux seules sociétés retenues à l'issue de l'analyse des candidatures. Le détail du cas pratique soumis aux candidats ainsi que les annexes confidentielles du programme fonctionnel seront également joints à cet envoi.

ARTICLE.7. DEROULEMENT DU DIALOGUE COMPETITIF

Les candidats dont la candidature aura été retenue participeront au dialogue compétitif dans les conditions prévues aux articles R2161-26 et suivants du Code de la commande publique.

La Cnam engagera avec chacun d'entre eux un dialogue dont l'objet est l'identification et la définition des solutions et des moyens propres à satisfaire au mieux les besoins exprimés par la Cnam, à partir du programme fonctionnel et des questionnements qu'il contient ainsi que du cas pratique soumis. La procédure de dialogue compétitif permet de mener, dans des conditions de stricte égalité, un dialogue séparément avec chaque candidat sur ses propositions et d'affiner son offre. Le contenu des échanges ainsi que les propositions propres à chaque candidat sont confidentiels, seules seront partagées les réponses d'intérêt général pouvant être utiles à l'ensemble des candidats pour l'établissement de leur offre.

La procédure de dialogue comportera au minimum une réunion de dialogue. La Cnam se réserve la possibilité d'organiser une seconde réunion de dialogue, si celle-ci s'avère nécessaire.

Toutes les réunions auront lieu au siège de la Cnam, sis 50 avenue du professeur André Lemierre – 75986 Paris cedex 20. La Cnam mettra à disposition des soumissionnaires un vidéoprojecteur. Dans l'hypothèse où l'organisation d'une réunion physique ne serait pas possible pour des raisons extérieures à sa volonté (crise sanitaire par exemple), la Cnam se réserve la possibilité d'organiser cette rencontre en visioconférence.

Lors des réunions de dialogue, il sera accepté un maximum de 6 personnes par agence candidate.

Il est précisé que la langue autorisée pendant les réunions de dialogue est le français.

L'absence d'un candidat à la réunion au jour et heure fixés dans la convocation entraînera, sauf cas de force majeure dûment justifiée, son éviction de la procédure de dialogue compétitif.

Dans l'hypothèse où un soumissionnaire souhaite ne pas poursuivre la procédure de dialogue, il doit faire part à la Cnam de son désistement par écrit.

7.1. ETAPE 1 : QUESTIONNEMENTS

▪ Remise d'une note de questionnements par les candidats

Dans un premier temps, les agences devront remettre **une note de 4 pages maximum** comportant :

- les questions qu'elles souhaitent poser sur le programme fonctionnel ou le cas pratique : questions de compréhension, demandes de précisions ou compléments d'information, approfondissements nécessaires... ;
- les questions susceptibles d'éclairer les premières réflexions stratégiques de l'agence ;
- les questions qu'elles souhaitent poser sur les clauses contractuelles (CCAP) et/ou le bordereau de prix.

Il n'est pas demandé de recommandation à ce stade de la consultation.

▪ Réponses de la Cnam aux notes de questionnements des candidats

Suite à la réception des notes de questionnements des agences en lice, la Cnam apportera les réponses, précisions et /ou compléments sollicités par les agences.

7.2. ETAPE 2 : REMISE D'UNE 1^{ère} PROPOSITION PAR LES AGENCES ET REUNION DE DIALOGUE

▪ Remise d'une première proposition de recommandation stratégique, créative et budgétaire

Suite à la réception des réponses de la Cnam aux questionnements des agences, et avant la tenue de la première réunion de dialogue, les candidats devront impérativement remettre une première proposition en réponse au programme fonctionnel et au cas pratique ainsi qu'une première proposition financière sur la base du bordereau de prix proposé.

Le contenu détaillé de cette proposition ainsi que la date limite de remise de cette proposition seront communiqués par écrit via la plateforme www.marchéspublics.gouv.fr.

▪ Réunion de dialogue avec les candidats sur la base de la proposition remise

Convocation

Chaque candidat sera convoqué pour une audition.

La lettre de convocation précise l'heure et le lieu de la réunion. Cette lettre sera transmise via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr

NB : l'ordre de passage des candidats est déterminé par l'ordre d'arrivée des propositions sur cette plateforme. Cet ordre de passage est retenu pour toutes les réunions de dialogue.

Déroulement de l'audition

Sur la base de la proposition remise, une discussion sera engagée avec les agences.

Chaque candidat sera reçu par la Cnam dans des conditions de stricte égalité pendant une durée de deux heures et demie.

7.3. ETAPE 3 : 2^e REUNION DE DIALOGUE COMPETITIF (FACULTATIVE)

Dans l'hypothèse où elle le jugerait nécessaire, la Cnam se réserve la possibilité d'organiser une deuxième réunion de dialogue avec les candidats.

Dans ce cas, les modalités de convocation et le déroulement de l'audition sont identiques à ceux prévus au point 7.2. Les documents à remettre seront précisés aux soumissionnaires via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr. Les modalités de remise de ces documents seront identiques à celles des phases précédentes.

7.4. ETAPE 4 : REMISE DES OFFRES FINALES

A l'issue de la phase de dialogue, la Cnam invitera par écrit les candidats à **remettre une offre finale**. Cette demande sera adressée au candidat via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr

A cet envoi **seront joints les documents contractuels dans leurs formes définitives** (acte d'engagement, bordereau de prix, cahier des clauses administratives particulières et, le cas échéant, toute autre pièce constitutive du marché).

L'offre finale comprendra les éléments suivants :

- **Acte d'engagement et bordereau de prix complétés**

Le candidat devra fournir à la Cnam l'Acte d'engagement complété, ainsi que le bordereau de prix (forfait et commandes) dûment complété.

Cadre budgétaire : rappel important

Le montant maximum du marché est fixé à 25 512 500 €TTC (partie forfaitaire et partie à bons de commandes et à marchés subséquents incluses, sur la durée de 4 ans).

- **Offre technique**

Afin d'étayer sa capacité de conseil et d'appui opérationnel, l'agence devra produire les éléments suivants :

> Une réponse au cas pratique sur une campagne de grande envergure qui intégrera les trois livrables suivants :

- **une recommandation stratégique** présentant l'analyse du contexte et de la problématique ainsi que les partis-pris stratégiques et créatifs à même de répondre aux objectifs de la campagne. Cette partie ne devra pas excéder cinq pages au format Word ou de 15 slides Powerpoint ;
- **un plan d'actions 360°** détaillant l'ensemble des leviers préconisés pour la campagne ainsi que leurs partis-pris opérationnels. Le plan d'actions 360° devra veiller à prendre en compte les objectifs développés supra (cf. objectifs n°1, 2 et 3). Cette partie ne devra pas excéder 15 pages au format Word ou 45 slides Powerpoint et devra inclure un planning pluriannuel des actions ;
- **un book de supports promotionnels et relationnels** permettant d'évaluer la capacité de l'agence en termes de création publicitaire, de conception-rédaction, de pertinence des discours en fonction des différentes cibles. Livrables imposés de façon limitative :
 - un storyboard de film TV ou web ;
 - une affiche promotionnelle ;
 - trois bannières IAB ;
 - une publicité pour les réseaux sociaux ;
 - une insertion presse à destination des médecins ;
 - un flyer d'information à destination des assurés,
 - un communiqué de presse.

> **Une note de recommandation sur la manière dont le titulaire du marché prévoit de faire vivre l'écriture créative** à même de répondre au questionnaire n°1 du programme fonctionnel. Cette recommandation prendra la forme d'une note de 8 pages Word maximum ou de 25 slides Powerpoint. Elle comprendra la réponse à un test créatif consistant à proposer une nouvelle création pour 4 supports existants, dont un support destiné aux professionnels de santé.

> **Une note de recommandation à même de répondre aux questionnements développés relativement à la communication responsable** (cf. questionnements 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 du programme fonctionnel). Cette recommandation prendra la forme d'une note de 5 pages Word maximum ou de 15 slides Powerpoint.

> **Une note d'analyse et de présentation des dispositions de l'agence quant à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la réalisation de ses missions** à même de répondre aux questionnements développés supra (cf. questionnaire n°4). Cette recommandation prendra la forme d'une note de 5 pages Word maximum.

Nota : afin de respecter l'égalité de traitement des soumissionnaires, seuls les éléments demandés seront pris en compte dans l'analyse des offres.

> **Equipe proposée : composition, rôles, missions et organisation**

La société candidate devra préciser **l'équipe dédiée à la mission**.

Le dossier inclura **un organigramme de l'équipe proposée pour chacune des prestations définies, selon le modèle joint au dossier de consultation** :

- la coordination et le pilotage global du marché ;
- la communication promotionnelle média et hors média ;
- la communication relationnelle ;
- la communication sur les réseaux sociaux ;
- la communication BtoB intégrant une expertise médicale ;
- les relations presse et l'influence ;
- la communication interne.

Celui-ci devra définir précisément **le rôle de chacun dans le cadre de l'exécution du marché et les interactions avec les équipes de la Cnam** (interlocuteur au quotidien, participation aux comités de pilotage, de suivi, etc.).

Le dossier de réponse comprendra les **CV détaillés** (formation initiale, expériences professionnelles, séniorité) des membres de l'équipe :

- pour la supervision stratégique (générale et créative) ;
- pour le pilotage opérationnel global ;
- pour le responsable de chaque équipe d'experts en charge des prestations identifiées dans le programme fonctionnel. Le dossier devra également préciser le nombre de personnes mobilisables dans chaque équipe d'experts.

La société candidate devra également préciser la façon dont elle entend assurer la coordination au sein de sa propre équipe, pour assurer une circulation efficace et réactive de l'information entre tous les intervenants, et garantir la qualité et la cohérence de tous les livrables.

La date et les conditions de remise des offres seront précisées dans le cadre de la lettre d'invitation à remettre l'offre finale.

7.5. PLANNING PREVISIONNEL

A titre indicatif, le planning prévisionnel de la procédure est le suivant :

- 22/11/2024 midi : date limite de remise des candidatures
- 09/01/2025 : envoi de la lettre de consultation aux candidats retenus
- 31/01/2025 : date limite de remise de la note de questionnements par les candidats
- 14/02/2025 : réponses de la Cnam aux notes de questionnements
- 14/03/2025 : remise de la première proposition par les candidats
- 25 et 26/03/2025 : réunion de dialogue avec chaque candidat
- 02/04/2025 : envoi de la lettre d'invitation aux candidats leur demandant de remettre leur offre finale
- 30/04/2025 : date limite de remise de l'offre finale

La Cnam se réserve la possibilité de modifier ces dates, si cela s'avère nécessaire.

ARTICLE.8. JUGEMENT DES OFFRES FINALES

Le candidat devra remettre une offre finale comprenant les éléments demandés dans la lettre de d'invitation à remettre l'offre finale (cf. article 7.4 du présent règlement).

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 et suivants du code de la commande publique.

Conformément à l'article L2152-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Conformément à l'article R2152-2 du code de la commande publique, la Cnam peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Elle choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères de jugement des offres suivants :

Analyse de l'offre technique (70 %)

- **35 % - Qualité de la réponse au cas pratique** appréciée sur la base des sous-critères suivants :
 - 15 % - Pertinence de l'analyse et qualité de la stratégie de communication
 - 10 % - Qualité et pertinence du plan d'actions
 - 10 % - Qualité des créations proposées sur la base des livrables imposés
- **15 % - Pertinence de la note de recommandation sur l'écriture créative** appréciée sur la base des sous-critères suivants :
 - 5 % - Pertinence de la recommandation
 - 10 % - Qualité des créations proposées dans le cadre du test créatif

- **10 % - Pertinence de la note de recommandation sur la communication responsable**
appréciée sur la base des sous-critères suivants :
 - 5 % - Pertinence des solutions proposées pour diminuer l'impact carbone des tournages et des supports de communication (cf. questionnaire 2.1) ;
 - 2,5 % - Pertinence de la proposition d'articulation entre les supports print, web et vidéo (cf. questionnaire 2.2) ;
 - 2,5 % - Pertinence de la solution proposée pour mesurer l'impact environnemental de la production de tout ou partie des campagnes de communication (cf. questionnaire 2.3 du programme fonctionnel).
- **10 % - Adéquation de l'équipe dédiée et de son organisation**
 - 7,5 % - Adéquation de l'équipe proposée
 - 2,5 % - Pertinence de l'organisation proposée

Analyse de l'offre financière (30 %)

- **30 % - Coût des prestations :**
La comparaison des offres sera réalisée sur la base des coûts des prestations sur la durée totale du marché pour la partie forfaitaire du marché. Pour la partie à bons de commandes, la comparaison des prestations sera réalisée sur la base d'une simulation des prestations à commandes sur la durée totale du marché.

Le choix se portera sur la société obtenant le nombre de points le plus élevé.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition des prix figurant dans l'offre d'une entreprise candidate, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle est invitée à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec les prix ; en cas de refus, son offre est éliminée comme non cohérente.

ARTICLE.9. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

9.1. TRANSMISSION ELECTRONIQUE

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les offres doivent être transmises par les entreprises par voie électronique. Sous peine de rejet de leur dossier, les candidats doivent impérativement déposer une offre complète, lisible et en français sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'État PLACE « www.marches-publics.gouv.fr ».

Un guide utilisateurs est à disposition sur le site, rubrique Aide, qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

En outre, pour toutes demandes d'assistance technique, questions, ou tout problème rencontré, les candidats peuvent contacter l'assistance technique du site www.marches-publics.gouv.fr en haut à droite de chaque page, signalée par le logo ci-après :



leur permettant d'accéder :

- à une foire aux questions,
- ainsi qu'à un formulaire afin de créer une demande d'aide en ligne. Ce formulaire permet de récupérer les informations de connexion et ainsi de pré-alimenter la demande,
- et enfin à un support téléphonique, dont le numéro ne s'affiche que si une demande d'assistance en ligne a été créée au préalable. L'assistance technique de la plateforme est ouverte de 9h00 à 19h00 du lundi au vendredi.

Tout dépôt sur un autre site ou sur une autre adresse électronique est nul et non avenu.

La transmission électronique se fait par l'envoi d'un seul dossier comprenant l'intégralité des documents exigés. Le dépôt des dossiers donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

La taille de chaque fichier transmis ne doit pas dépasser 1giga-octets. Dans le cas d'un dossier volumineux, il est recommandé le découpage de son dossier en plusieurs fichiers inférieurs à 1giga-octets.

Afin de faciliter le traitement et l'analyse des fichiers composants le dossier, il est recommandé d'éviter l'utilisation de caractère spécial dans le nommage des différentes pièces.

Le mode de transmission électronique sécurisé choisi par le candidat doit permettre à la Cnam d'ouvrir les pièces sans le concours de celui-ci, c'est à dire sans une intervention personnelle du candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Excepté le cas de la copie de sauvegarde, l'envoi ou le dépôt de l'offre sur support papier ou sur support physique électronique n'est pas autorisé.

9.2. HORODATAGE

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Tout pli parvenu après la date et l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai. La date et l'heure limites de réception des plis électroniques sont indiquées en première page du présent règlement.

Si une nouvelle offre est envoyée dans le délai imparti par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Il est rappelé que la durée du chargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé de dépôt de pli électronique.

Le candidat vérifiera également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables » (notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr).

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

9.3. CONTROLE DE VIRUS

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit être traité préalablement à l'antivirus.

En cas de dépôt d'une offre dans lequel un virus informatique est détecté par la Cnam, celui-ci ne sera pas ouvert. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et entraîne l'irrecevabilité de la candidature et de l'offre, sauf dans le cas où une copie de sauvegarde a été transmise dans les délais et peut être utilisée en substitution.

En cas d'irrecevabilité de la candidature et de l'offre le candidat en est informé dans les conditions aux articles R2181-1, -3 et -4 du Code de la commande publique.

9.4. COPIE DE SAUVEGARDE

Afin de parer aux éventuelles difficultés techniques de tous ordres qui seraient susceptibles d'altérer ou retarder cette transmission électronique, notamment en cas de volume très important des dossiers à transmettre, **il est recommandé au candidat de doubler cet envoi par l'envoi d'une « copie de sauvegarde ».**

Cette copie de sauvegarde reproduit l'intégralité du dossier original adressé à la personne publique. Elle peut être transmise sur support physique électronique (clé USB...) ou sur support papier. **Elle est adressée à l'adresse suivante, parallèlement à l'envoi dématérialisé du dossier, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».**

<p style="text-align: center;">CNAM 50, Avenue du Professeur André LEMIERRE 75986 PARIS CEDEX 20 A l'attention de Mme Sophie Delarche-Chauvisé/Dicom/Bureau B4 032</p> <p style="text-align: center;">« NE PAS OUVRIR PAR LE COURRIER GENERAL »</p> <p style="text-align: center;">« AO PROMOTION - Copie de sauvegarde »</p>

La « copie de sauvegarde » doit être remise ou parvenir à destination à l'adresse indiquée ci-dessus avant la date et heure limites identiques à celles fixées pour la remise concernée (proposition, offre).

La « copie de sauvegarde » peut être :

- soit remise contre récépissé à l'adresse mentionnée ci-dessus, aux horaires de l'accueil : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h30,
- soit envoyée par la poste par pli recommandé avec accusé de réception également à l'adresse indiquée ci-dessus.

Cette « copie de sauvegarde » ne sera ouverte que dans les cas cités à l'article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019 précité (Annexe 6 du Code de la commande publique) :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ».

Si la « copie de sauvegarde » n'est pas ouverte à l'issue de la procédure de passation, celle-ci sera détruite.

9.5. RECOMMANDATIONS SUR LE FORMAT DE TRANSMISSION

Hormis les documents fournis dans le dossier de consultation électronique, les fichiers remis par les candidats doivent être au choix des formats suivants : Word, Excel, PowerPoint ou Acrobat Reader XI dans les versions pack office Microsoft 2010 ou versions antérieures.

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser les « macros ».

Dans l'hypothèse où le candidat prévoit d'insérer dans les enveloppes prévues, des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, il doit prévoir de les scanner au format PDF avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

La Cnam se réserve le droit de convertir les formats (dans lesquels ont été encodés les fichiers transmis) au moment de l'archivage et ceci afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

NB : au moment de l'attribution, la signature électronique du contrat final en Pdf (AE, acte de sous-traitance...), au format Pades, sera privilégiée (cf. article suivant).

9.6. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Pour rappel, la Cnam n'exige pas la signature de l'offre. L'offre remise électroniquement ne requiert donc pas de certificat de signature électronique et ne pourra être rejetée pour défaut de signature ou signature incertaine. Si le candidat ou soumissionnaire souhaite tout de même signer son offre au moyen d'un certificat de signature électronique, il se réfère aux indications ci-dessous.

En revanche, à l'issue de la procédure, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement l'acte d'engagement et autres pièces désignées par l'acheteur. La signature électronique de l'attributaire et du sous-traitant sera également requise pour les actes de sous-traitance.

En cas d'impossibilité, ces pièces seront rematérialisées et signées de manière manuscrite par l'ensemble des parties.

Pour signer électroniquement, **le signataire devra utiliser une signature électronique conforme** à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (Annexe 12 du Code de la commande publique) et au règlement (UE) n°910/2014 du parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit **règlement « eIDAS »**.

- Le niveau de signature requis est la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié ou la signature électronique qualifiée.
- Le certificat doit être lié à la personne, excluant par exemple l'utilisation du cachet électronique lié à la société.
- Il doit être attaché à la personne disposant d'une délégation de pouvoir d'engager la société et de signer pour le compte de celle-ci.
- Il doit permettre de vérifier :

- L'identité du signataire ;
- L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à ci-après ;
- Le respect du format de signature mentionné à ci-après ;
- Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature ;
- L'intégrité du document signé.

Catégories de certificats de signatures électroniques concernés :

- 1^{er} cas : Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement (UE) « eIDAS ».
- 2^e cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement « eIDAS ».
- 3^e cas : Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 abrogé au 1^{er} octobre 2018, relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Par conséquent, les certificats de signature conformes au RGS (Référentiel Général de Sécurité) ou équivalent, émis avant le 1^{er} octobre 2018, demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité.

Liste des certificats de signature électronique commercialisés par des prestataires de services de confiance qualifiés :

- <https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies>.
- <https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/tl/FR>

Si le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance, le signataire s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé, conformément à l'annexe I du règlement « eIDAS ».

Dans ce dernier cas, le signataire doit transmettre les justificatifs de conformité suivants :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...).
- les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation).
- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

9.7. FORMATS DE SIGNATURE

Les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES et XAdES.

Cependant, la signature électronique au format Pades du contrat final en Pdf (Acte d'engagement, acte de sous-traitance...) sera privilégiée.

Il est préconisé de ne pas attendre l'issue de la procédure pour s'équiper d'un certificat électronique de signature conforme à la réglementation de la commande publique dans les conditions

susmentionnées. Les cachets de signature ou les jetons temporaires de signature ne seront pas acceptés.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

ARTICLE.10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES/QUESTIONS

Les candidats peuvent demander toutes les précisions qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur offre finale.

Les questions doivent être posées sur la plateforme www.marches-publics.gouv.fr

La date limite pour poser ces questions sera précisée dans la lettre d'invitation à remettre l'offre finale.

Conformément à l'article R2132-6 du Code de la commande publique, une réponse commune est adressée au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des dossiers à tous les soumissionnaires s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de leur dossier.

La Cnam se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours francs avant la date limite fixée pour la réception des dossiers, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir lever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de réception des dossiers est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE.11. Voies et délais de recours

- Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75004 PARIS
Tél. : 01 44 59 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

- Introduction des recours

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Cnam
DBCSA
50, av. du Professeur André Lemierre
75986 Paris Cedex 20
Adresse électronique : dbcsa@assurance-maladie.fr

Les sociétés peuvent également obtenir des informations concernant l'introduction des recours auprès du greffe dont l'adresse est indiquée ci-dessus.